

B.19.2.3. Die Höchstdauer des zeitweiligen Ausschlusses beträgt einen Monat. In der Zwischenzeit behält der betroffene Ausländer das Recht auf medizinische Betreuung gemäß den Artikeln 24 und 25 des Gesetzes vom 12. Januar 2007. In Artikel 23 dieses Gesetzes ist präzisiert, dass es sich um die medizinische Betreuung handelt, die erforderlich ist, damit der Betreffende ein menschenwürdiges Leben führen kann.

Ebenso muss gemäß der angefochtenen Bestimmung die Person, auf die sich die Sanktion bezieht, angehört werden, bevor diese auferlegt wird. Die Sanktion wird durch den Direktor oder den Verantwortlichen der Aufnahmestruktur auferlegt und muss durch den Generaldirektor von FEDASIL innerhalb einer Frist von drei Werktagen bestätigt werden; andernfalls wird die Sanktion automatisch aufgehoben. Die Sanktion kann auch während ihrer Ausführung gemildert oder aufgehoben werden. Das Gesetz bestimmt auch, dass der Beschluss, eine Sanktion aufzuerlegen, auf objektive und unparteiische Weise gefasst wird und mit Gründen versehen werden muss.

Schließlich ist gegen diese Sanktion eine Beschwerde mit voller Rechtsprechungsbefugnis bei dem Arbeitsgericht möglich (*Parl. Dok.*, Kammer, 2009-2010, DOC 52-2299/017, S. 10), das über Streitigkeiten bezüglich gleich welcher Verletzung der Rechte, die den Aufnahmebegünstigten durch die Bücher II und III des Gesetzes vom 12. Januar 2007 garantiert werden (Artikel 580 Nr. 8 Buchstabe f) des Gerichtsgesetzbuches) sowie über die Anwendung der in den vorerwähnten Büchern des Gesetzes vom 12. Januar 2007 vorgesehenen Verwaltungssanktionen (Artikel 583 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches) befindet.

B.19.2.4. Bevor ein Ausländer in Anwendung der angefochtenen Bestimmung ausgeschlossen wird, muss geprüft werden, ob er sich nicht einem der Fälle befindet, die in Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern vorgesehen sind, so dass er in einem geschlossenen Zentrum festgehalten werden kann.

B.19.3. Unter diesen Umständen ist die angefochtene Maßnahme nicht unverhältnismäßig gegenüber der rechtmäßigen Zielsetzung des Gesetzgebers und verringert sie nicht auf bedeutsame Weise das Maß des Schutzes im Bereich der Sozialhilfe.

Der achte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 27. Juli 2011, durch den Richter J.-P. Moerman, in Vertretung des Richters J.-P. Snappe, der gesetzmäßig verhindert ist, der Verkündung des vorliegenden Urteils beizuwohnen.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,
J.-P. Moerman.

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2011 — 2169

[2011/204058]

Extrait de l'arrêt n° 137/2011 du 27 juillet 2011

Numéros du rôle : 4999 et 5000

En cause : les recours en annulation des articles 204, 213, 217, 218 et 219 de la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises, introduits par l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme » et par M.G.

La Cour constitutionnelle,

composée du juge J.-P. Snappe, faisant fonction de président, du président M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge J.-P. Snappe,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 9 juillet 2010 et parvenues au greffe le 12 juillet 2010, des recours en annulation des articles 204, 213, 217, 218 et 219 de la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises (publiée au *Moniteur belge* du 11 janvier 2010) ont été introduits par l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Boulet 22, et par M.G.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4999 et 5000 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à l'étendue du recours

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 204, 213, 217, 218 et 219 de la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises.

B.2. Il ressort de l'exposé des moyens qu'à l'article 213 de la loi attaquée, seul est visé le 5° de l'article 217 du Code d'instruction criminelle que ledit article 213 remplace.

De même, à l'article 217 de la loi attaquée, seul est visé le 11° de l'article 223, alinéa 1^{er}, du même Code que ledit article 217 remplace.

Seul est également visé le 13° de l'article 224 du même Code, tel qu'il est remplacé par l'article 218 de la loi attaquée.

B.3. La Cour limite son examen à ces dispositions.

Quant au fond

En ce qui concerne le premier moyen

B.4. Le premier moyen est plus particulièrement dirigé contre les articles 213, 217, 218 et 219 de la loi du 21 décembre 2009 en ce qu'ils auraient pour effet de priver, en violation des articles 10 et 11 de la Constitution, les personnes condamnées à une peine de travail de plus de soixante heures du droit d'exercer la fonction de juré, tandis que tel n'est pas le cas pour les personnes qui bénéficient de la suspension du prononcé de la condamnation.

B.5. L'exclusion des personnes condamnées à une peine de travail de plus de soixante heures pour figurer sur la liste des jurés a été justifiée comme suit dans les travaux préparatoires de la loi :

« Une nouvelle condition voit le jour : on ne peut pas avoir subi une condamnation à une peine d'emprisonnement de plus de 4 mois ou à une peine de travail de plus de 60 heures.

Elle est d'une part tirée du Code électoral et comporte d'autre part un critère portant sur la peine de travail. A cet égard, la Commission a tenu compte de l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 187/2005 du 14 décembre 2005. Voir à ce sujet aussi le Titre II; Composition du jury, de la partie générale de l'exposé » (*Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n° 4-924/1, p. 26).

Un amendement général visant l'ensemble de la proposition initiale a ajouté ce qui suit à la justification de la mesure :

« Comme la Commission de réforme de la cour d'assises l'a indiqué dans son rapport final, il est indiqué de pouvoir distinguer les conditions pour être juré des dispositions légales en matière de privation du droit de vote ou de droits politiques en général. L'exclusion de ces personnes sur la base de la condition précitée est indispensable pour trouver un équilibre entre, d'une part, le droit d'exercer la fonction de juré et, d'autre part, le droit fondamental à un procès équitable, une bonne administration de la justice et la nécessité de préserver la crédibilité de la justice. En conséquence, les personnes condamnées à une peine grave ne peuvent exercer la fonction de juré » (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n° 4-924/3, p. 53).

B.6. La peine de travail est prévue par les articles 37ter à 37quinquies du Code pénal.

L'article 37ter précité dispose :

« § 1^{er}. Lorsqu'un fait est de nature à entraîner une peine de police ou une peine correctionnelle, le juge peut condamner à titre de peine principale à une peine de travail. Le juge prévoit, dans les limites des peines prévues pour l'infraction et par la loi en fonction de sa saisine, une peine d'emprisonnement ou une amende qui peut être applicable en cas de non-exécution de la peine de travail.

[...]

§ 2. La durée d'une peine de travail ne peut être inférieure à vingt heures ni supérieure à trois cents heures. Une peine de travail égale ou inférieure à quarante-cinq heures constitue une peine de police. Une peine de travail de plus de quarante-cinq heures constitue une peine correctionnelle.

[...] ».

B.7. La peine de travail a été insérée dans le Code pénal par la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police.

Les travaux préparatoires de cette loi indiquent que la peine de travail a été conçue par le législateur, dans une logique punitive, comme « une alternative constructive et économique aux courtes peines de prison dans la mesure où ces dernières ne constituent pas nécessairement la meilleure réponse à la délinquance » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, DOC 50-0549/001, p. 4), l'objectif poursuivi étant de « punir autrement » (*ibid.*, p. 5).

B.8. La suspension du prononcé d'une condamnation en application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation constitue une mesure d'individualisation des peines qui permet au juge de mettre l'auteur d'une infraction à l'épreuve pendant un certain temps, à la suite duquel, si son comportement est satisfaisant, aucune condamnation n'est prononcée, ni aucune peine d'emprisonnement subie (*Ann.*, Sénat, 1963-1964, n° 5, séance du 26 novembre 1963, p. 80). Cette mesure, tout comme celle de la possibilité de prendre en compte des circonstances atténuantes ou celle du sursis à l'exécution de la peine, a été prévue dans le but d'éliminer ou d'atténuer les effets infamants qui s'attachent à une condamnation pénale.

B.9. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, les deux catégories de personnes visées par le moyen sont comparables dès lors qu'il s'agit dans les deux cas de justiciables qui ont fait l'objet d'une décision d'un juge pénal, relative à une infraction déclarée établie.

B.10. Compte tenu de l'objectif qu'il entendait poursuivre et qui est décrit en B.5, le législateur a pu légitimement considérer qu'il convenait d'exclure de la possibilité d'être inscrites dans la liste des jurés les personnes condamnées à une peine d'une certaine gravité. Il ne relève pas d'une appréciation manifestement déraisonnable de considérer qu'une peine de travail de plus de 60 heures, élevée au rang de peine correctionnelle par le Code pénal, constitue un critère pertinent au regard de l'objectif ainsi décrit.

B.11. Il n'est, du reste, pas porté atteinte de manière disproportionnée aux droits de la catégorie de personnes concernées dès lors que les personnes qui sont susceptibles de se voir infliger une peine de travail pour l'infraction qu'ils ont commise peuvent également bénéficier d'une suspension du prononcé de leur condamnation. Dans une telle hypothèse, la différence de traitement dénoncée est inexistante.

L'article 3 de la loi précitée du 29 juin 1964 établissant les conditions d'application d'une telle mesure précise, en effet, que celle-ci peut être ordonnée, de l'accord de l'inculpé, par les juridictions de jugement, à l'exception des cours d'assises, en faveur du prévenu qui n'a pas encouru antérieurement de condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal de plus de six mois lorsque le fait ne paraît pas de nature à entraîner comme peine principale un emprisonnement correctionnel supérieur à cinq ans ou une peine plus grave et que la prévention est déclarée établie.

B.12. Le premier moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen

B.13. Le deuxième moyen est pris de la violation par l'article 204 de la loi attaquée de l'article 22 de la Constitution, lu ou non en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, « lus ou non en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution » en ce que l'article 204 attaqué de la loi du 21 décembre 2009, en abrogeant l'article 594, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code d'instruction criminelle, a pour effet que les condamnations à des peines de travail sont mentionnées dans les extraits du casier judiciaire délivrés aux particuliers en vertu de l'article 595 du Code d'instruction criminelle.

B.14.1. L'article 594 du Code d'instruction criminelle disposait, avant sa modification par la disposition attaquée :

« Le Roi peut autoriser certaines administrations publiques, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, à accéder aux informations enregistrées dans le Casier judiciaire, uniquement dans le cadre d'une fin déterminée par ou en vertu de la loi, à l'exception :

1^o des condamnations et décisions énumérées à l'article 593, 1^o à 4^o;

2^o des arrêts de réhabilitation et des condamnations visées par cette réhabilitation;

3^o des décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation et la suspension probatoire;

4^o [d]es décisions condamnant à une peine de travail conformément à l'article 37ter du Code pénal.

[...] ».

B.14.2. Cette disposition a été justifiée comme suit :

« L'article 594 régit l'accès des administrations publiques aux informations enregistrées dans le Casier judiciaire.

Cet article consacre ainsi le rôle de ' banque de données ' joué par le Casier judiciaire au profit de certaines administrations qui ont à appliquer des dispositions nécessitant la connaissance du passé judiciaire des personnes concernées par des mesures administratives.

L'article 594, alinéa 1^{er} énumère les condamnations, mesures et décisions qui ne sont pas accessibles aux autorités administratives. Il s'agit des mêmes exceptions que celles prévues pour les autorités visées à l'article 593, des arrêts de réhabilitation et condamnations réhabilitées, et des suspensions du prononcé » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 988/1, p. 10).

B.14.3. L'article 204 attaqué de la loi du 21 décembre 2009 a abrogé le 4° de l'article 594, alinéa 1^{er}, précité pour le motif qui suit :

« Le gouvernement propose de supprimer le 4° dans l'article 594, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle.

Il est indispensable, en effet, d'adapter l'article 594 étant donné que le bourgmestre consulte le casier judiciaire central afin de rayer de la liste des jurés les personnes ayant subi une condamnation à une peine de travail de plus de 60 heures. La condamnation à une peine de travail doit donc figurer sur les extraits mis à la disposition des autorités administratives » (*Doc. parl.*, Sénat, 2008-2009, n° 4-924/4, p. 221).

B.15.1. L'article 595 du Code d'instruction criminelle, tel qu'il a été rétabli par l'article 9 de la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central, disposait :

« Toute personne justifiant de son identité peut obtenir un extrait du Casier judiciaire comportant le relevé des informations enregistrées dans le Casier judiciaire qui la concernent personnellement, à l'exception :

1° des condamnations, décisions ou mesures énumérées à l'article 594, 1° à 3°;

2° des mesures prises à l'égard des anormaux par application de la loi du 1^{er} juillet 1964;

3° des déchéances et mesures énumérées par l'article 63 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Les condamnations à des peines d'emprisonnement de six mois au plus, à des peines d'amende ne dépassant pas 500 francs et à des peines d'amende infligées en vertu des lois coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière quel que soit leur montant, ne sont plus mentionnées dans cet extrait après un délai de trois ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive qui les prononce, sauf si elles prévoient, dans le jugement, une déchéance ou une interdiction dont les effets dépassent une durée de trois ans.

Cet extrait est délivré, selon les modalités fixées par le Roi, par l'intermédiaire de l'administration de la commune où la personne a son domicile ou sa résidence. Si elle n'a pas de domicile ou de résidence en Belgique, l'extrait est délivré par le service du Casier judiciaire du Ministère de la Justice.

Toute personne justifiant de son identité bénéficie du droit de communication des données du Casier judiciaire qui la concernent directement, conformément à l'article 10 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

B.15.2. Cette disposition a été justifiée comme suit :

« L'article 595, qui s'inscrit dans la perspective de la suppression des casiers judiciaires communaux, prévoit la délivrance des extraits du Casier judiciaire central par l'intermédiaire des autorités communales. Cet extrait sera expurgé dans une plus large mesure qu'actuellement, puisqu'il ne mentionnera plus les condamnations correctionnelles n'excédant pas six mois d'emprisonnement ou 500 francs d'amende, même si elles comportent des déchéances ou des interdictions. La même restriction que celle apportée à l'article 594, concernant les condamnations prévoyant dans le jugement une déchéance ou une interdiction de plus de trois ans est reprise ici.

Par ailleurs, les condamnations, décisions et mesures énumérées à l'article 594, alinéa 1^{er}, les mesures prises à l'égard des anormaux par application de la loi du 1^{er} juillet 1964, et les déchéances et mesures énumérées par l'article 63 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ne sont pas mentionnées dans l'extrait délivré à un particulier. L'extrait délivré au particulier ne peut être délivré qu'à la personne que les renseignements concernent. Il ne peut en aucun cas être délivré à des tiers » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 988/1, pp. 10-11).

B.16.1. L'article 9 de la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police a complété l'article 594, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle par un quatrième point, selon lequel les décisions condamnant à une peine de travail conformément à l'article 37^{ter} du Code pénal sont exceptées des données du casier judiciaire auxquelles les autorités publiques ont accès.

B.16.2. L'article 10 de la même loi du 17 avril 2002 a remplacé, à l'article 595, alinéa 1^{er}, 1°, du Code d'instruction criminelle, les mots « les condamnations, décisions ou mesures énumérées à l'article 594, 1° à 3° » par « les condamnations, décisions ou mesures énumérées à l'article 594, 1° à 4° ».

B.16.3. Cette disposition a été justifiée comme suit :

« La peine de travail ne peut être mentionnée dans les renseignements fournis aux autorités administratives et ce afin de ne pas hypothéquer l'objectif de reclassement et de réinsertion sociale de l'intéressé.

La loi du 8 août 1997 a instauré un casier judiciaire central et énoncé les règles pour la délivrance des extraits de ce casier aux autorités administratives et aux particuliers.

L'article 594 du Code d'instruction criminelle, rétabli par l'article 8 de la loi du 8 août 1997, prévoit les règles régissant l'accès des administrations publiques aux informations enregistrées dans le casier judiciaire. L'article 595 du Code d'instruction criminelle, rétabli par l'article 9 de la loi du 8 août 1997, prévoit la délivrance des extraits de casier judiciaire par l'intermédiaire des autorités communales.

Une nouvelle exception aux informations pouvant être fournies en application de ces deux articles est insérée à savoir que le Roi ne peut autoriser un particulier comme une administration à avoir accès aux informations relatives à des condamnations de peine de travail » (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, DOC 50-0549/010, pp. 2-3).

B.16.4. L'article 595 du Code d'instruction criminelle dispose :

« Toute personne justifiant de son identité peut obtenir un extrait du Casier judiciaire comportant le relevé des informations enregistrées dans le Casier judiciaire qui la concernent personnellement, à l'exception :

1° [d]es condamnations, décisions ou mesures énumérées à l'article 594, 1° à 4°;

[...] ».

Du fait que la disposition attaquée abroge l'article 594, alinéa 1^{er}, 4°, du Code d'instruction criminelle, l'extrait du casier judiciaire délivré aux particuliers conformément à l'article 595 du Code d'instruction criminelle mentionne, à partir de l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, les condamnations à des peines de travail.

B.17. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.18.1. En l'espèce, eu égard à l'objectif légitime qu'il entendait poursuivre, à savoir permettre au bourgmestre de consulter le casier judiciaire central dans le but d'élaborer une liste des jurés qui exclut les personnes condamnées à une peine de travail de plus de soixante heures, il n'est pas raisonnablement justifié d'abroger le 4^e de l'article 594, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle en cause.

En effet, compte tenu de la rédaction actuelle de l'article 595 du même Code, qui renvoie à la disposition précitée, pareille abrogation a pour conséquence de permettre aux particuliers d'accéder aux données relatives aux condamnations à des peines de travail, ce que le législateur n'a manifestement pas voulu.

Le Conseil des ministres propose lui-même de donner une lecture utile de l'article 595, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code d'instruction criminelle, estimant qu'il n'y a pas lieu de l'interpréter comme permettant de fournir aux particuliers les données relatives à une condamnation à une peine de travail. Cette lecture serait, à son estime, la seule compatible avec l'objectif poursuivi par le législateur, de telle sorte que les condamnations à des peines de travail demeurent omises des extraits de casier judiciaire délivrés aux particuliers sur la base de cette disposition. Pareille interprétation de l'article 595 ne saurait toutefois être admise dès lors qu'elle s'inscrit à l'encontre d'un texte clair.

B.18.2. La Cour constate, pour le surplus, qu'en omettant de modifier ladite disposition en conséquence de la modification de l'article 594 du Code d'instruction criminelle intervenue, le système manque de cohérence. Ainsi, l'article 619 du Code d'instruction criminelle prévoit que les condamnations à des peines de police sont effacées après un délai de trois ans à compter de la décision judiciaire définitive qui les prononce. Il ne serait dès lors pas logique de rendre visibles sur les extraits de casier délivrés aux particuliers des peines de travail dont on sait qu'en dessous de 45 heures, elles sont qualifiées de peines de police.

B.19. L'accès du bourgmestre à l'information que contient le casier judiciaire en matière de peines de travail est rigoureusement lié à un objectif précis. Eu égard à l'objectif poursuivi par la disposition attaquée et eu égard à la vie privée et familiale du condamné, le bourgmestre est tenu de garder le secret sur l'information reçue, même envers son administration. Il ne peut davantage utiliser cette information à d'autres fins que l'établissement de la liste des jurés. En l'occurrence, cette information ne peut être utilisée dans le cadre d'une décision de recrutement.

B.20.1. Le deuxième moyen, en ce qu'il est dirigé contre l'article 204 de la loi attaquée, est fondé.

B.20.2. Il y a dès lors lieu d'annuler ladite disposition, sauf en ce qu'elle vise le bourgmestre qui doit consulter le casier judiciaire central en vue de la constitution d'une liste de jurés.

En ce qui concerne le troisième moyen

B.21. Le troisième moyen est pris de la violation, par l'article 204 de la loi en cause, de l'article 23, § 2, 1^o, de la Constitution, lu ou non en combinaison avec l'article 6, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, lus ou non en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

D'après les parties requérantes, l'adoption dudit article 204 a pour effet de rendre visible la mention des décisions condamnant quelqu'un à une peine de travail par suite de la modification de la formulation de l'article 595 du Code d'instruction criminelle en violation du droit au travail et du droit au libre choix d'une activité professionnelle garantis par les dispositions reprises dans l'exposé du moyen. Pareille mention aurait pour effet d'entraver le reclassement et la réinsertion sociale des personnes condamnées à une peine de travail tant au niveau de la connaissance par les autorités administratives de ces condamnations qu'au niveau de leur mention dans les extraits de casier délivrés aux particuliers.

Compte tenu de l'annulation partielle dans le deuxième moyen et de ce qui a été constaté en B.19, le troisième moyen ne pourrait aboutir à une annulation plus étendue, de sorte qu'il ne doit pas être examiné.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 204 de la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises, sauf en ce qu'il concerne le bourgmestre qui doit consulter le casier judiciaire central en vue de la constitution d'une liste de jurés.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 27 juillet 2011, par le juge J.-P. Moerman, en remplacement du juge J.-P. Snappe, légitimement empêché d'assister au prononcé du présent arrêt.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président f.f.,

J.-P. Moerman.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2011 — 2169

[2011/204058]

Uittreksel uit arrest nr. 137/2011 van 27 juli 2011

Rolnummers 4999 en 5000

In zake : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 204, 213, 217, 218 en 219 van de wet van 21 december 2009 tot hervorming van het hof van assisen, ingesteld door de vzw « Ligue des Droits de l'Homme » en door M.G.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit rechter J.-P. Snappe, waarnemend voorzitter, voorzitter M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter J.-P. Snappe,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 9 juli 2010 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 12 juli 2010, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van de artikelen 204, 213, 217, 218 en 219 van de wet van 21 december 2009 tot hervorming van het hof van assisen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 januari 2010) door de vzw « Ligue des Droits de l'Homme », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Kogelstraat 22, en door M.G.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4999 en 5000 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de omvang van het beroep

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 204, 213, 217, 218 en 219 van de wet van 21 december 2009 tot hervorming van het hof van assisen.

B.2. Uit de uiteenzetting van de middelen blijkt dat in artikel 213 van de bestreden wet, alleen het 5° van artikel 217 van het Wetboek van strafvordering, dat bij het genoemde artikel 213 wordt vervangen, wordt beoogd.

Op dezelfde wijze wordt, in artikel 217 van de bestreden wet, alleen het 11° van artikel 223, eerste lid, van hetzelfde Wetboek beoogd, dat bij het genoemde artikel 217 wordt vervangen.

Ook wordt alleen punt 13° van artikel 224 van hetzelfde Wetboek beoogd, zoals het wordt vervangen bij artikel 218 van de bestreden wet.

B.3. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot die bepalingen.

*Ten gronde**Wat het eerste middel betreft*

B.4. Het eerste middel is meer bepaald gericht tegen de artikelen 213, 217, 218 en 219 van de wet van 21 december 2009 doordat zij tot gevolg zouden hebben dat de personen die zijn veroordeeld tot een werkstraf van meer dan 60 uur het recht zou worden ontnomen, met schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, om het ambt van gezworene uit te oefenen, terwijl dat niet het geval is voor de personen die een opschorting van de uitspraak van de veroordeling genieten.

B.5. De uitsluiting, van de personen die tot een werkstraf van meer dan zestig uur zijn veroordeeld, van de lijst van gezworenen, werd als volgt verantwoord in de parlementaire voorbereiding van de wet :

« Er wordt een nieuwe voorwaarde in het leven geroepen : men mag geen veroordeling hebben opgelopen tot een gevangenisstraf van meer dan 4 maanden of tot een werkstraf van meer dan 60 uur.

Deze wordt enerzijds overgenomen uit het Kieswetboek en anderzijds wordt in een criterium voorzien in verband met de werkstraf. De Commissie heeft hierbij rekening gehouden met het arrest van het Arbitragehof nr. 187/2005 van 14 december 2005. Zie hiervoor eveneens Titel II ' Samenstelling van de jury ', van het algemeen deel van de memorie » (*Parl. St.*, Senaat, 2007-2008, nr. 4-924/1, p. 26).

In een algemeen amendement op het gehele oorspronkelijke voorstel werd het volgende toegevoegd aan de verantwoording van de maatregel :

« Zoals de commissie tot Hervorming van het hof van assisen heeft aangegeven in haar eindverslag, is het aangewezen dat de voorwaarden om gezworene te kunnen zijn worden onderscheiden van de wettelijke bepalingen van ontneming van het kiesrecht of van politieke rechten in het algemeen. De uitsluiting van deze personen op grond van de voormelde voorwaarde is noodzakelijk om een evenwicht te vinden tussen het recht om de functie van jurylid uit te oefenen enerzijds en het fundamenteel recht van een eerlijk proces, alsook een goede rechtsbedeling en de noodzaak om de geloofwaardigheid van justitie te bewaren anderzijds. Bijgevolg dienen personen veroordeeld tot een ernstige straf uitgesloten te worden van de functie van jurylid » (*Parl. St.*, Senaat, 2008-2009, nr. 4-924/3, p. 53).

B.6. De werkstraf wordt bepaald bij de artikelen 37ter tot 37quinquies van het Strafwetboek.

Het voormelde artikel 37ter bepaalt :

« § 1. Indien een feit van die aard is om door een politiestraf of een correctionele straf gestraft te worden, kan de rechter als hoofdstraf een werkstraf opleggen. Binnen de perken van de op het misdrijf gestelde straffen, alsook van de wet op grond waarvan de zaak voor hem werd gebracht, voorziet de rechter in een gevangenisstraf of in een geldboete die van toepassing kan worden ingeval de werkstraf niet wordt uitgevoerd.

[...]

§ 2. De duur van een werkstraf bedraagt minstens twintig uren en ten hoogste driehonderd uren. Een werkstraf van vijfenveertig uren of minder is een politiestraf. Een werkstraf van meer dan vijfenveertig uren is een correctionele straf.

[...] ».

B.7. De werkstraf werd in het Strafwetboek ingevoegd bij de wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken.

De parlementaire voorbereiding van die wet geeft aan dat de werkstraf door de wetgever in een logica van bestraffing is opgevat als « een constructief en kostenbesparend alternatief voor de korte gevangenisstraffen omdat die niet noodzakelijk de beste oplossing zijn om de delinquentie te bestrijden » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, DOC 50-0549/001, p. 4), waarbij de nagestreefde doelstelling erin bestaat « anders [te] gaan straffen » (*ibid.*, p. 5).

B.8. De opschorting van de uitspraak van een veroordeling met toepassing van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie vormt een maatregel van individualisering van straffen die de rechter de mogelijkheid verschaft de dader van een misdrijf op proef te stellen gedurende een bepaalde periode, na afloop waarvan, indien zijn gedrag bevredigend is, geen veroordeling wordt uitgesproken, noch een gevangenisstraf wordt opgelegd (*Hand.*, Senaat, 1963-1964, nr. 5, vergadering van 26 november 1963, p. 80). Die maatregel, net zoals die van de mogelijkheid om rekening te houden met verzachtende omstandigheden of die van uitstel van de tenuitvoerlegging van een straf, werd genomen om de ontorende gevolgen die aan een strafrechtelijke veroordeling kleven, weg te werken of af te zwakken.

B.9. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad aanvoert, zijn de twee categorieën van personen die in het middel worden beoogd vergelijkbaar omdat het in beide gevallen gaat om rechtsonderhorigen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing van een strafrechter, met betrekking tot een bewezen verklaard misdrijf.

B.10. Rekening houdend met het doel dat hij wilde nastreven en dat in B.5 is beschreven, kon de wetgever rechtmatig oordelen dat de personen die zijn veroordeeld tot een straf van enige zwaarte, moeten worden uitgesloten van de mogelijkheid om op de lijst van gezworenen te worden ingeschreven. Het is niet kennelijk onredelijk te oordelen dat een werkstraf van meer dan 60 uur, die door het Strafwetboek als correctionele straf wordt beschouwd, een pertinent criterium vormt in het licht van het aldus beschreven doel.

B.11. Voor het overige worden de rechten van de categorie van betrokken personen niet op onevenredige wijze geschonden, aangezien de personen aan wie een werkstraf kan worden opgelegd voor het misdrijf dat zij hebben gepleegd, eveneens een opschorting van de uitspraak van hun veroordeling kunnen genieten. In zulk een geval bestaat het aangeklaagde verschil in behandeling niet.

Artikel 3 van de voormelde wet van 29 juni 1964 waarbij de toepassingsvoorwaarden van een dergelijke maatregel zijn vastgelegd, preciseerd immers dat die maatregel, met instemming van de verdachte, door de vonnisgerechten met uitzondering van de hoven van assisen kan worden gelast ten voordele van de beklaagde die nog niet is veroordeeld tot een criminele straf of een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden, indien het feit niet van die aard schijnt te zijn dat het gestraft moet worden met een hoofdstraf van meer dan vijf jaar correctionele gevangenisstraf of een zwaardere straf en de tenlastelegging bewezen is verklaard.

B.12. Het eerste middel is niet gegrond.

Wat het tweede middel betreft

B.13. Het tweede middel is afgeleid uit de schending, door artikel 204 van de bestreden wet, van artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, « al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet », doordat het bestreden artikel 204 van de wet van 21 december 2009, door artikel 594, eerste lid, 4°, van het Wetboek van strafvordering op te heffen, tot gevolg heeft dat de veroordelingen tot de werkstraffen worden vermeld op de uittreksels uit het strafregister die krachtens artikel 595 van het Wetboek van strafvordering aan particulieren worden uitgereikt.

B.14.1. Artikel 594 van het Wetboek van strafvordering bepaalde, vóór de wijziging ervan bij de bestreden bepaling :

« De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan bepaalde administratieve overheden toegang verlenen tot in het Strafreferregister opgenomen gegevens, zulks uitsluitend in het kader van door of krachtens de wet bepaalde doeleinden, en met uitzondering van :

- 1° de veroordelingen en beslissingen bedoeld in artikel 593, 1° tot 4°;
 - 2° arresten van herstel in eer en rechten en veroordelingen waarop dat herstel in eer en rechten betrekking heeft;
 - 3° beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling en tot probatie-opschorting;
 - 4° de beslissingen die veroordelen tot een werkstraf overeenkomstig artikel 37^{ter} van het Strafwetboek.
- [...] ».

B.14.2. Die bepaling werd als volgt verantwoord :

« Artikel 594 regelt de toegang van de openbare besturen tot de in het Strafreferregister opgenomen gegevens.

Dit artikel bevestigt de rol van het Strafreferregister als gegevensbank ten behoeve van bepaalde openbare besturen die bepalingen moeten toepassen waarvoor de kennis van het gerechtelijk verleden van de personen op wie de administratieve maatregelen betrekking hebben, vereist is.

Artikel 594, eerste lid, geeft een opsomming van de veroordelingen, maatregelen en beslissingen die niet toegankelijk zijn voor de administratieve overheden. Het gaat hierbij om dezelfde uitzonderingen als die bepaald voor de instanties bedoeld in artikel 593, om arresten van rehabilitatie, om veroordelingen waarop die rehabilitatie betrekking heeft en om opschortingen van de uitspraak » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 988/1, p. 10).

B.14.3. Het bestreden artikel 204 van de wet van 21 december 2009 heeft punt 4° van het voormelde artikel 594, eerste lid, om de volgende reden opgeheven :

« De regering stelt voor in artikel 594, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, het 4° te schrappen.

Een aanpassing van artikel 594 is immers noodzakelijk aangezien de burgemeester het centraal strafregister raadpleegt om uit de lijst van gezworenen de personen te schrappen die een veroordeling hebben opgelopen tot een werkstraf van meer dan 60 uur. De veroordeling tot een werkstraf moet dan ook worden opgenomen op de uittreksels die aan de administratieve overheden ter beschikking worden gesteld » (*Parl. St.*, Senaat, 2008-2009, nr. 4-924/4, p. 221).

B.15.1. Artikel 595 van het Wetboek van strafvordering, zoals het opnieuw werd opgenomen bij artikel 9 van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafreferregister, bepaalde :

« Een ieder die zijn identiteit bewijst, kan een uittreksel uit het Strafreferregister verkrijgen, dat een overzicht bevat van de daarin opgenomen persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, met uitzondering van :

- 1° de in artikel 594, 1° tot 3° bedoelde veroordelingen, beslissingen en maatregelen;
- 2° maatregelen getroffen ten aanzien van abnormalen op grond van de wet van 1 juli 1964;
- 3° de ontzettingen en maatregelen bedoeld in artikel 63 van de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming.

Veroordelingen tot gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden, tot geldboete van ten hoogste 500 frank en tot geldboete, ongeacht het bedrag ervan, die is opgelegd krachtens het koninklijk besluit van 16 maart 1968 tot coördinatie van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, worden niet meer op dit uittreksel vermeld na een termijn van drie jaar te rekenen van de dag van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij zij zijn uitgesproken, behalve als ze in het vonnis, voorzien in een ontzetting of een vervallenverklaring waarvan de gevolgen de duur van 3 jaar overstijgen.

Dit uittreksel wordt uitgereikt door het gemeentebestuur van de woon- of verblijfplaats van betrokkene onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning. Indien de betrokkene in België geen woon- of verblijfplaats heeft, wordt het uittreksel uitgereikt door de dienst van het Strafreferregister van het Ministerie van Justitie.

Een ieder die zijn identiteit bewijst, geniet het recht op mededeling van de rechtstreeks op hem betrekking hebbende gegevens uit het Strafreferregister, conform artikel 10 van de wet van de 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ».

B.15.2. Die bepaling werd als volgt verantwoord :

« Artikel 595, dat moet worden beschouwd in het licht van de afschaffing van de gemeentelijke strafregisters, regelt de afgifte van uittreksels uit het Centraal Strafregister door de gemeentebesturen. Die uittreksels zullen meer 'gefilterd' zijn dan thans het geval is aangezien correctionele veroordelingen die zes maand gevangenisstraf of 500 F. geldboete niet te boven gaan, niet meer worden vermeld, zelfs niet wanneer het gaat om vervallenverklaringen of ontzettingen. Dezelfde beperking als deze aangebracht aan artikel 594, betreffende de veroordelingen die in het vonnis voorzien in een ontzetting of een vervallenverklaring van meer dan 3 jaar is hier hernomen.

Overigens worden de veroordelingen, beschikkingen en maatregelen bedoeld in artikel 594, eerste lid, maatregelen getroffen ten aanzien van abnormalen op grond van de wet van 1 juli 1964 alsook de ontzettingen en maatregelen bedoeld in artikel 63 van de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming, niet vermeld op uittreksels uitgereikt aan particulieren. Dergelijke uittreksels mogen alleen worden afgegeven aan de persoon op wie de gegevens betrekking hebben, en in geen geval aan derden » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 988/1, pp. 10-11).

B.16.1. Artikel 9 van de wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken heeft artikel 594, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering aangevuld met een vierde punt, volgens hetwelk de beslissingen die veroordelen tot een werkstraf overeenkomstig artikel 37ter van het Strafwetboek, worden uitgezonderd van de gegevens van het strafregister waartoe de openbare overheden toegang hebben.

B.16.2. Artikel 10 van dezelfde wet van 17 april 2002 heeft, in artikel 595, eerste lid, 1^o, van het Wetboek van strafvordering, de woorden « de in artikel 594, 1^o tot 3^o bedoelde veroordelingen, beslissingen en maatregelen » vervangen door « de in artikel 594, 1^o tot 4^o bedoelde veroordelingen, beslissingen en maatregelen ».

B.16.3. Die bepaling werd als volgt verantwoord :

« De werkstraf mag niet worden vermeld in de inlichtingen die aan de administratieve overheid worden bezorgd, ten einde de reclassering en resocialisering van de betrokkene niet in het gedrang te brengen.

De wet van 8 augustus 1997 heeft een centraal strafregister ingesteld en regels uitgevaardigd voor de afgifte aan de administratieve overheid en aan particulieren van uittreksels uit dat register.

Artikel 594 van het Wetboek van strafvordering, hersteld bij artikel 8 van de wet van 8 augustus 1997, voorziet in regels die bepalen op welke wijze de overheid toegang krijgt tot de in het strafregister opgenomen inlichtingen. Artikel 595 van het Wetboek van strafvordering, hersteld bij artikel 9 van de wet van 8 augustus 1997, voorziet in de afgifte van uittreksels uit het strafregister door toedoen van de gemeentelijke overheid.

Op de inlichtingen die met toepassing van beide voornoemde artikelen mogen worden meegegeeld, wordt een nieuwe uitzondering ingesteld, met name dat de Koning een particulier net zomin als een bestuur de toegang mag veroorloven tot de inlichtingen die betrekking hebben op veroordelingen tot een werkstraf » (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-0549/010, pp. 2-3).

B.16.4. Artikel 595 van het Wetboek van strafvordering bepaalt :

« Een ieder die zijn identiteit bewijst, kan een uittreksel uit het Strafregister verkrijgen, dat een overzicht bevat van de daarin opgenomen persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, met uitzondering van :

1^o de in artikel 594, 1^o tot 4^o bedoelde veroordelingen, beslissingen en maatregelen;

[...] ».

Doordat de bestreden bepaling artikel 594, eerste lid, 4^o, van het Wetboek van strafvordering opheft, vermeldt het uittreksel uit het strafregister dat overeenkomstig artikel 595 van het Wetboek van strafvordering aan particulieren wordt uitgereikt, vanaf de inwerkingtreding van de bestreden bepaling, de veroordelingen tot werkstraffen.

B.17. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.18.1. Gelet op het legitieme doel dat hij wilde nastreven, namelijk de burgemeester in staat stellen het centraal strafregister te consulteren teneinde een lijst van gezworenen op te stellen waarvan de personen die tot een werkstraf van meer dan zestig uur zijn veroordeeld, worden uitgesloten, is het te dezen niet redelijk verantwoord het 4^o van het in het geding zijnde artikel 594, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering op te heffen.

Rekening houdend met de huidige redactie van artikel 595 van hetzelfde Wetboek, dat naar de voormelde bepaling verwijst, heeft zulk een opheffing immers tot gevolg dat aan particulieren toegang wordt verleend tot de gegevens betreffende veroordelingen tot werkstraffen, wat de wetgever duidelijk niet heeft gewild.

De Ministerraad stelt zelf voor een zinvolle lezing te geven aan artikel 595, eerste lid, 1^o, van het Wetboek van strafvordering, omdat hij van mening is dat er geen reden is om het te interpreteren in die zin dat het toelaat gegevens betreffende een veroordeling tot een werkstraf aan particulieren te verstrekken. Die lezing zou naar zijn mening de enige zijn die verenigbaar is met het doel van de wetgever, zodat de veroordelingen tot werkstraffen onvermeld blijven in de uittreksels uit het strafregister die op basis van die bepaling aan particulieren worden uitgereikt. Een dergelijke interpretatie van artikel 595 zou echter niet kunnen worden toegelaten, omdat zij ingaat tegen een duidelijke tekst.

B.18.2. Het Hof stelt voor het overige vast dat het systeem, doordat het nalaat de genoemde bepaling te wijzigen ingevolge de doorgevoerde wijziging van artikel 594 van het Wetboek van strafvordering, een gebrek aan samenhang vertoont. Zo bepaalt bij wijze van voorbeeld, artikel 619 van het Wetboek van strafvordering dat veroordelingen tot een politiestraf worden uitgewist na een termijn van drie jaar te rekenen van de dag van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij zij zijn uitgesproken. Het zou bijgevolg niet logisch zijn om werkstraffen waarvan is geweten dat zij, wanneer zij minder dan 45 uren bedragen, als politiestrafen worden gekwalificeerd, zichtbaar te maken op de aan particulieren uitgereikte uittreksels uit het strafregister.

B.19. De toegang van de burgemeester tot de informatie die het strafregister bevat betreffende de werkstraffen, is strikt doelgebonden. Gelet op de met de bestreden bepaling nagestreefde doelstelling en gelet op het privé- en gezinsleven van de veroordeelde, dient de burgemeester de verkregen informatie geheim te houden, zelfs ten aanzien van zijn administratie. Hij vermag die informatie evenmin aan te wenden voor andere doeleinden dan het opstellen van de lijst van gezworenen. Met name in het kader van een beslissing tot aanwerving mag die informatie niet worden gebruikt.

B.20.1. Het tweede middel, in zoverre het gericht is tegen artikel 204 van de bestreden wet, is gegrond.

B.20.2. De genoemde bepaling dient bijgevolg te worden vernietigd, behalve in zoverre zij betrekking heeft op de burgemeester die het centraal strafregister moet consulteren om een lijst van gezworenen samen te stellen.

Wat het derde middel betreft

B.21. Het derde middel is afgeleid uit de schending, door artikel 204 van de in het geding zijnde wet, van artikel 23, § 2, 1°, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Volgens de verzoekende partijen heeft de aanneming van het genoemde artikel 204 tot gevolg dat de vermelding van de beslissingen waarbij iemand tot een werkstraf wordt veroordeeld, zichtbaar wordt gemaakt als gevolg van de gewijzigde formulering van artikel 595 van het Wetboek van strafvordering, met schending van het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid, dat is gewaarborgd bij de bepalingen die in de uiteenzetting van het middel zijn opgenomen. Zulk een vermelding zou de reclassering en de resocialisatie van de tot een werkstraf veroordeelde personen belemmeren, zowel op het niveau van de kennis, door de administratieve overheden, van die veroordelingen als op het niveau van de vermelding ervan op de aan particulieren uitgereikte uittreksels uit het strafregister.

Gelet op de gedeeltelijke vernietiging in het tweede middel en op hetgeen in B.19 is gesteld, zou het derde middel niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden, zodat het niet dient te worden onderzocht.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt artikel 204 van de wet van 21 december 2009 tot hervorming van het hof van assisen, behalve in zoverre het betrekking heeft op de burgemeester die het centraal strafregister moet consulteren om een lijst van gezworenen samen te stellen.

Aldus uitgesproken in het Frans, Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 27 juli 2011, door rechter J.-P. Moerman, ter vervanging van rechter J.-P. Snappe, wettig verhinderd zijnde de uitspraak van dit arrest bij te wonen.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De wnd. voorzitter,
J.-P. Moerman.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2011 — 2169

[2011/204058]

Auszug aus dem Urteil Nr. 137/2011 vom 27. Juli 2011

Geschäftsverzeichnisnummern 4999 und 5000

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 204, 213, 217, 218 und 219 des Gesetzes vom 21. Dezember 2009 zur Reform des Assisenhofes, erhoben von der VoG «Ligue des Droits de l'Homme» und von M.G.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden J.-P. Snappe, dem Vorsitzenden M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters J.-P. Snappe,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 9. Juli 2010 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 12. Juli 2010 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 204, 213, 217, 218 und 219 des Gesetzes vom 21. Dezember 2009 zur Reform des Assisenhofes (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Januar 2010): die VoG «Ligue des Droits de l'Homme», mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue du Boulet 22, und M.G.

Diese unter den Nummern 4999 und 5000 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In Bezug auf den Umfang der Klage

B.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 204, 213, 217, 218 und 219 des Gesetzes vom 21. Dezember 2009 zur Reform des Assisenhofes.

B.2. Aus der Darlegung der Klagegründe geht hervor, dass in Artikel 213 des angefochtenen Gesetzes nur Nr. 5 von Artikel 217 des Strafprozessgesetzbuches, die durch den besagten Artikel 213 ersetzt wurde, ins Auge gefasst wird.

Ebenso wird in Artikel 217 des angefochtenen Gesetzes nur Nr. 11 von Artikel 223 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, die durch den besagten Artikel 217 ersetzt wurde, ins Auge gefasst.

Es wird ebenfalls nur Nr. 13 von Artikel 224 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch Artikel 218 des angefochtenen Gesetzes, ins Auge gefasst.

B.3. Der Hof begrenzt seine Prüfung auf diese Bestimmungen.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.4. Der erste Klagegrund richtet sich insbesondere gegen die Artikel 213, 217, 218 und 219 des Gesetzes vom 21. Dezember 2009, insofern sie zur Folge hätten, dass unter Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung den zu einer Arbeitsstrafe von mehr als 60 Stunden verurteilten Personen das Recht entzogen werde, eine Funktion als Geschworener wahrzunehmen, während dies nicht der Fall sei für Personen, die in den Genuss der Aussetzung der Urteilsverkündung gelangten.

B.5. Dass die zu einer Arbeitsstrafe von mehr als 60 Stunden verurteilten Personen von der Geschworenenliste ausgeschlossen werden, wurde während der Vorarbeiten zum Gesetz wie folgt begründet:

«Es wird eine neue Bedingung eingeführt, d.h. man darf nicht zu einer Gefängnisstrafe von mehr als vier Monaten oder zu einer Arbeitsstrafe von mehr als 60 Stunden verurteilt worden sein.

Sie ist einerseits aus dem Wahlgesetzbuch abgeleitet und betrifft andererseits ein Kriterium im Zusammenhang mit der Arbeitsstrafe. Hierbei hat der Ausschuss das Urteil des Schiedshofes Nr. 187/2005 vom 14. Dezember 2005 berücksichtigt. Siehe hierzu auch Titel II 'Zusammensetzung des Geschworenenkollegiums' des allgemeinen Teils der Begründung» (*Parl. Dok., Senat, 2007-2008, Nr. 4-924/1, S. 26*).

In einem allgemeinen Abänderungsantrag bezüglich des gesamten ursprünglichen Vorschlags wurde der Begründung der Maßnahme Folgendes hinzugefügt:

«Wie der Ausschuss zur Reform des Assisenhofes im Abschlussbericht angeführt hat, ist es ratsam, die Bedingungen, um Geschworener zu sein, von den gesetzlichen Bestimmungen über den Entzug des Wahlrechtes oder von politischen Rechten im Allgemeinen unterscheiden zu können. Der Ausschluss dieser Personen auf der Grundlage der vorerwähnten Bedingung ist unerlässlich, um ein Gleichgewicht zwischen einerseits dem Recht auf Wahrnehmung einer Funktion als Geschworener und andererseits dem Grundrecht auf ein faires Verfahren, sowie eine geordnete Rechtspflege und die Notwendigkeit der Wahrung der Glaubwürdigkeit der Justiz zu finden. Daher können Personen, die zu einer schweren Strafe verurteilt worden sind, keine Funktion als Geschworener wahrnehmen» (*Parl. Dok., Senat, 2008-2009, Nr. 4-924/3, S. 53*).

B.6. Die Arbeitsstrafe ist in den Artikeln 37ter bis 37quinquies des Strafgesetzbuches vorgesehen.

Der vorerwähnte Artikel 37ter bestimmt:

«§ 1. Ist eine Tat mit einer Polizei- oder Korrekionalstrafe zu ahnden, kann das Gericht als Hauptstrafe eine Arbeitsstrafe auferlegen. Das Gericht bestimmt in dem für die Straftat vorgesehenen Strafrahmen und im gesetzlichen Rahmen, durch den es mit der Sache befasst ist, eine Gefängnisstrafe oder eine Geldbuße, die im Falle der Nichtableistung der Arbeitsstrafe zur Anwendung kommen kann.

[...]

§ 2. Die Dauer einer Arbeitsstrafe beträgt mindestens zwanzig und höchstens dreihundert Stunden. Eine Arbeitsstrafe von fünfundvierzig oder weniger Stunden ist eine Polizeistrafe. Eine Arbeitsstrafe von mehr als fünfundvierzig Stunden ist eine Korrekionalstrafe.

[...]».

B.7. Die Arbeitsstrafe ist in das Strafgesetzbuch eingefügt worden durch das Gesetz vom 17. April 2002 zur Einführung der Arbeitsstrafe als autonome Strafe in Korrekional- und Polizeisachen.

Die Vorarbeiten zu diesem Gesetz lassen erkennen, dass die Arbeitsstrafe durch den Gesetzgeber in einer Logik der Bestrafung als «eine konstruktive und wirtschaftliche Alternative zu kurzen Gefängnisstrafen» angesehen wird, «insofern diese nicht notwendigerweise die beste Antwort auf Straffälligkeit sind» (*Parl. Dok., Kammer, 1999-2000, DOC 50-0549/001, S. 4*), wobei die Zielsetzung darin besteht, «anders zu bestrafen» (ebenda, S. 5).

B.8. Die Aussetzung der Verkündung einer Verurteilung in Anwendung des Gesetzes vom 29. Juni 1964 über die Aussetzung, den Aufschub und die Bewährung stellt eine Maßnahme zur Individualisierung der Strafen dar, die es dem Richter ermöglicht, einen Straftäter während einer gewissen Zeit auf die Probe zu stellen, und wenn sein Verhalten zufriedenstellend ist, wird anschließend keine Verurteilung verkündet und keine Gefängnisstrafe auferlegt (*Ann., Senat, 1963-1964, Nr. 5, Sitzung vom 26. November 1963, S. 80*). Diese Maßnahme ist ebenso wie die Möglichkeit, mildernde Umstände zu berücksichtigen oder den Strafvollzug auszusetzen, vorgesehen worden, um die entehrenden Folgen einer strafrechtlichen Verurteilung zu vermeiden oder zu mildern.

B.9. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, sind die beiden im Klagegrund erwähnten Kategorien von Personen miteinander vergleichbar, da es sich in beiden Fällen um Rechtsunterworfenen handelt, die Gegenstand einer Entscheidung eines Strafrichters über eine als erwiesen erklärte Straftat waren.

B.10. Angesichts seiner angestrebten Zielsetzung, die in B.5 beschrieben wurde, konnte der Gesetzgeber rechtmäßig davon ausgehen, dass es angebracht war, die zu einer Strafe von einer bestimmten Schwere verurteilten Personen von der Möglichkeit auszuschließen, in die Geschworenenliste eingetragen zu werden. Es ist keine offensichtlich unvernünftige Beurteilung, davon auszugehen, dass eine Arbeitsstrafe von mehr als 60 Stunden, die durch das Strafgesetzbuch als Korrekionalstrafe eingestuft wird, ein relevantes Kriterium im Lichte der somit beschriebenen Zielsetzung darstellt.

B.11. Im Übrigen werden die Rechte der Kategorie der betreffenden Personen nicht auf unverhältnismäßige Weise verletzt, da die Personen, denen eine Arbeitsstrafe wegen ihrer Straftat auferlegt werden kann, ebenfalls in den Genuss einer Aussetzung der Verkündung ihrer Verurteilung gelangen können. In einem solchen Fall besteht der angeprangerte Behandlungsunterschied nicht.

In Artikel 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 29. Juni 1964, in dem die Bedingungen für die Anwendung einer solchen Maßnahme festgelegt werden, ist nämlich präzisiert, dass diese Maßnahme, mit Zustimmung des Beschuldigten, von den erkennenden Gerichten mit Ausnahme der Assisenhöfe zugunsten des Angeklagten angeordnet werden kann, der früher nicht zu einer Kriminalstrafe oder einer Hauptgefängnisstrafe von mehr als sechs Monaten verurteilt worden ist, wenn die Tat nicht der Art zu sein scheint, dass sie als Hauptstrafe eine Korrekionalgefängnisstrafe von mehr als fünf Jahren oder eine schwerere Strafe zur Folge hat, und wenn der Straftatsvorwurf als erwiesen erachtet ist.

B.12. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.13. Der zweite Klagegrund ist aus einem Verstoß von Artikel 204 des angefochtenen Gesetzes gegen Artikel 22 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, «gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung», abgeleitet, indem der angefochtene Artikel 204 des Gesetzes vom 21. Dezember 2009 dadurch, dass er Artikel 594 Absatz 1 Nr. 4 des Strafprozessgesetzbuches aufhebe, zur Folge habe, dass die Verurteilungen zu Arbeitsstrafen in den kraft Artikel 595 des Strafprozessgesetzbuches Privatpersonen ausgestellten Auszügen aus dem Strafregister vermerkt seien.

B.14.1. Vor seiner Abänderung durch die angefochtene Bestimmung lautete Artikel 594 des Strafprozessgesetzbuches:

«Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens bestimmte öffentliche Verwaltungen ermächtigen, ausschließlich im Rahmen eines durch das Gesetz oder aufgrund des Gesetzes festgelegten Zwecks Zugriff zu haben auf die im Strafregister registrierten Daten mit Ausnahme:

1. der in Artikel 593 Nr. 1 bis 4 aufgezählten Verurteilungen und Entscheidungen,
2. der Rehabilitierungsentscheide und der Verurteilungen, auf die sich die Rehabilitierung bezieht,
3. der Entscheidungen, die die Aussetzung der Verkündung der Verurteilung und die Aussetzung zur Bewährung anordnen,
4. der Entscheidungen zur Verurteilung zu einer Arbeitsstrafe gemäß Artikel 37ter des Strafgesetzbuches.

[...]».

B.14.2. Diese Bestimmung wurde wie folgt gerechtfertigt:

«Artikel 594 regelt den Zugriff der öffentlichen Verwaltungen auf die im Strafregister registrierten Daten.

Dieser Artikel bestätigt die Rolle des Strafregisters als Datenbank für bestimmte öffentliche Verwaltungen, die Bestimmungen anzuwenden haben, bei denen die Kenntnis der gerichtlichen Vergangenheit der Personen, auf die sich die Verwaltungsmaßnahmen beziehen, erforderlich ist.

Artikel 594 Absatz 1 enthält eine Aufzählung der Verurteilungen, Maßnahmen und Entscheidungen, auf die die öffentlichen Verwaltungen keinen Zugriff haben. Es handelt sich dabei um die gleichen Ausnahmen, wie diejenigen, die bei den in Artikel 593 erwähnten Instanzen vorgesehen sind, um Rehabilitierungsentscheide, um Verurteilungen, auf die sich die Rehabilitation bezieht, und um Aussetzungen der Verkündung» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 988/1, S. 10).

B.14.3. Der angefochtene Artikel 204 des Gesetzes vom 21. Dezember 2009 hat Nr. 4 des vorerwähnten Artikels 594 Absatz 1 aus folgenden Gründen aufgehoben:

«Die Regierung schlägt vor, in Artikel 594 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches Nummer 4 aufzuheben.

Eine Anpassung von Artikel 594 ist nämlich unerlässlich, da der Bürgermeister Einblick in das zentrale Strafregister nimmt, um die Personen, die zu einer Arbeitsstrafe von mehr als 60 Stunden verurteilt worden sind, aus der Geschworenenliste zu streichen. Die Verurteilung zu einer Arbeitsstrafe muss daher auf den Auszügen vermerkt sein, die den Verwaltungsbehörden zur Verfügung gestellt werden» (*Parl. Dok.*, Senat, 2008-2009, Nr. 4-924/4, S. 221).

B.15.1. Artikel 595 des Strafprozessgesetzbuches, so wie er durch Artikel 9 des Gesetzes vom 8. August 1997 über das Zentrale Strafregister wieder aufgenommen wurde, bestimmte:

«Wer seine Identität nachweist, kann einen Auszug aus dem Strafregister erhalten, der eine Übersicht über die ihn betreffenden im Strafregister registrierten Daten gibt, mit Ausnahme:

1. der in Artikel 594 Nr. 1 bis 3 aufgezählten Verurteilungen, Entscheidungen oder Maßnahmen,
2. der Maßnahmen gegenüber Geistesgestörten, die in Anwendung des Gesetzes vom 1. Juli 1964 getroffen worden sind,
3. der in Artikel 63 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz aufgezählten Entziehungen und Maßnahmen.

Verurteilungen zu einer Gefängnisstrafe von höchstens sechs Monaten, zu Geldstrafen von höchstens 500 Franken und zu Geldstrafen, die ungeachtet ihres Betrags aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 16. März 1968 koordinierten Gesetze über die Straßenverkehrspolizei auferlegt werden, werden nach Ablauf einer Frist von drei Jahren ab dem Datum der endgültigen gerichtlichen Entscheidungen, durch die diese Verurteilungen verkündet werden, nicht mehr in diesem Auszug aufgeführt, außer wenn sie im Urteil eine Aberkennung oder ein Verbot enthalten, deren Folgen sich über mehr als drei Jahre erstrecken.

Dieser Auszug wird gemäß den vom König festgelegten Modalitäten durch Vermittlung der Verwaltung der Gemeinde ausgestellt, in der der Betreffende seinen Wohnsitz oder Wohnort hat. Wenn der Betreffende keinen Wohnsitz oder Wohnort in Belgien hat, wird der Auszug durch den Strafregisterdienst des Ministeriums der Justiz ausgestellt.

Gemäß Artikel 10 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten hat jeder, der seine Identität nachweist, ein Recht auf Mitteilung der ihn direkt betreffenden Daten im Strafregister».

B.15.2. Diese Bestimmung wurde wie folgt gerechtfertigt:

«Artikel 595, der im Lichte der Abschaffung der kommunalen Strafregister zu betrachten ist, regelt die Ausfertigung von Auszügen aus dem zentralen Strafregister durch die Gemeindeverwaltungen. Diese Auszüge werden noch mehr 'gefiltert' als bisher, weil die Korrekionalverurteilungen zu einer Gefängnisstrafe von höchstens sechs Monaten oder zu Geldstrafen von höchstens 500 Franken nicht mehr vermerkt werden, und zwar auch nicht dann, wenn es sich um eine Aberkennung oder ein Verbot handelt. Die gleiche Einschränkung wie bei Artikel 594 in Bezug auf Verurteilungen, die im Urteil eine Aberkennung oder ein Verbot von mehr als drei Jahren enthalten, wurde hier übernommen.

Im Übrigen werden die in Artikel 594 Absatz 1 aufgezählten Verurteilungen, Entscheidungen und Maßnahmen, die Maßnahmen gegenüber Geistesgestörten, die in Anwendung des Gesetzes vom 1. Juli 1964 getroffen worden sind, sowie die in Artikel 63 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz aufgezählten Entziehungen und Maßnahmen nicht in den Privatpersonen ausgestellten Auszügen vermerkt. Solche Auszüge dürfen nur jenen Personen, auf die sich die Angaben beziehen, und keinesfalls Dritten ausgestellt werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 988/1, SS. 10-11).

B.16.1. Artikel 9 des Gesetzes vom 17. April 2002 zur Einführung der Arbeitsstrafe als autonome Strafe in Korrekional- und Polizeisachen hat Artikel 594 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches um eine Nr. 4 ergänzt, der zufolge Entscheidung zur Verurteilung zu einer Arbeitsstrafe gemäß Artikel 37ter des Strafgesetzbuches nicht zu den Angaben des Strafregisters gehören, auf die die öffentlichen Verwaltungen Zugriff haben.

B.16.2. Artikel 10 desselben Gesetzes vom 17. April 2002 hat in Artikel 595 Absatz 1 Nr. 1 des Strafprozessgesetzbuches die Wortfolge «der in Artikel 594 Nr. 1 bis 3 aufgezählten Verurteilungen, Entscheidungen oder Maßnahmen» durch die Wortfolge «der in Artikel 594 Nr. 1 bis 4 aufgezählten Verurteilungen, Entscheidungen oder Maßnahmen» ersetzt.

B.16.3. Diese Bestimmung wurde wie folgt begründet:

«Die Arbeitsstrafe darf nicht in die den Verwaltungsbehörden zu übermittelnden Angaben aufgenommen werden, damit die soziale Wiedereingliederung des Betroffenen nicht gefährdet wird.

Das Gesetz vom 8. August 1997 hat ein zentrales Strafregister eingeführt und Regeln für die Ausfertigung von Auszügen aus diesem Register an Verwaltungsbehörden und Privatpersonen festgelegt.

Artikel 594 des Strafprozessgesetzbuches, wieder aufgenommen durch Artikel 8 des Gesetzes vom 8. August 1997, enthält Vorschriften, die die Art und Weise bestimmen, wie die Behörden Zugriff auf die im Strafregister registrierten Daten erhalten. Artikel 595 des Strafprozessgesetzbuches, wieder aufgenommen durch Artikel 9 des Gesetzes vom 8. August 1997, sieht die Ausfertigung von Auszügen aus dem Strafregister durch die Kommunalbehörden vor.

Hinsichtlich der Angaben, die in Anwendung der beiden vorerwähnten Artikel übermittelt werden dürfen, wird eine neue Ausnahme eingeführt, die darin besteht, dass der König es weder einer Privatperson noch einer Verwaltung erlauben darf, Zugriff zu den Angaben zu haben, die sich auf Verurteilungen zu einer Arbeitsstrafe beziehen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-0549/010, SS. 2-3).

B.16.4. Artikel 595 des Strafprozessgesetzbuches bestimmt:

«Wer seine Identität nachweist, kann einen Auszug aus dem Strafregister erhalten, der eine Übersicht über die ihn betreffenden im Strafregister registrierten Daten gibt, mit Ausnahme:

1. der in Artikel 594 Nr. 1 bis 4 aufgezählten Verurteilungen, Entscheidungen oder Maßnahmen, [...].».

Indem die angefochtene Bestimmung Artikel 594 Absatz 1 Nr. 4 des Strafprozessgesetzbuches aufhebt, vermerkt der gemäß Artikel 595 des Strafprozessgesetzbuches Privatpersonen ausgestellte Auszug aus dem Strafregister ab dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung die Verurteilungen zu Arbeitsstrafen.

B.17. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes».

B.18.1. Angesichts der rechtmäßigen Zielsetzung, nämlich es dem Bürgermeister zu ermöglichen, das zentrale Strafregister einzusehen, um eine Geschworenenliste zu erstellen, aus der die zu einer Arbeitsstrafe von mehr als 60 Stunden verurteilten Personen ausgeschlossen sind, ist es im vorliegenden Fall nicht vernünftig gerechtfertigt, Nr. 4 des angefochtenen Artikels 594 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuch aufzuheben.

In Anbetracht der heutigen Fassung von Artikel 595 desselben Gesetzbuches, in dem auf die vorerwähnte Bestimmung Bezug genommen wird, hat eine solche Aufhebung nämlich zur Folge, dass Privatpersonen Zugriff zu Angaben über Verurteilungen zu Arbeitsstrafen haben können, was der Gesetzgeber eindeutig nicht gewollt hat.

Der Ministerrat schlägt selbst vor, Artikel 595 Absatz 1 Nr. 1 des Strafprozessgesetzbuches eine sinnvolle Lesart zu verleihen, weil er der Ansicht ist, dass es keinen Grund gebe, ihn dahingehend auszulegen, dass er es erlaube, Privatpersonen Angaben bezüglich einer Verurteilung zu einer Arbeitsstrafe zu übermitteln. Diese Lesart sei die einzige, die mit dem Ziel des Gesetzgebers vereinbar wäre, so dass die Verurteilungen zu Arbeitsstrafen aus den aufgrund dieser Bestimmung Privatpersonen ausgestellten Auszügen aus dem Strafregister herausgehalten würden. Eine solche Auslegung von Artikel 595 könnte allerdings nicht zugelassen werden, weil sie im Widerspruch zum eindeutigen Wortlaut stünde.

B.18.2. Der Hof stellt im Übrigen fest, dass das System dadurch, dass es die besagte Bestimmung im Zuge der durchgeführten Abänderung von Artikel 594 des Strafprozessgesetzbuches nicht abändert, einen Mangel an Kohärenz aufweist. So bestimmt beispielsweise Artikel 619 des Strafprozessgesetzbuches, dass Verurteilungen zu einer Polizeistrafe nach einer Frist von drei Jahren ab dem Tag der endgültigen gerichtlichen Entscheidung, mit der sie ausgesprochen worden sind, gelöscht werden. Es wäre demzufolge nicht logisch, Arbeitsstrafen, die in dem Fall, wo sie weniger als 45 Stunden betragen, bekanntlich als Polizeistrafen qualifiziert werden, in Privatpersonen ausgestellten Auszügen aus dem Strafregister auszuweisen.

B.19. Der Zugriff des Bürgermeisters auf die Information, die das Strafregister in Bezug auf Arbeitsstrafen enthält, ist streng auf einen präzisen Zweck begrenzt. Angesichts der Zielsetzung der angefochtenen Bestimmung und unter Berücksichtigung des Privat- und Familienlebens des Verurteilten ist der Bürgermeister verpflichtet, die erhaltene Information geheim zu halten, selbst gegenüber seiner Verwaltung. Er darf diese Information ebenfalls nicht zu anderen Zwecken als zur Festlegung der Geschworenenliste verwenden. Insbesondere darf diese Information nicht im Rahmen einer Entscheidung über eine Anwerbung verwendet werden.

B.20.1. Insofern der zweite Klagegrund gegen Artikel 204 des angefochtenen Gesetzes gerichtet ist, ist er begründet.

B.20.2. Folglich ist die genannte Bestimmung für nichtig zu erklären, außer insofern sie sich auf den Bürgermeister bezieht, der das zentrale Strafregister einsehen muss, um eine Geschworenenliste zu erstellen.

In Bezug auf den dritten Klagegrund

B.21. Der dritte Klagegrund ist aus einem Verstoß von Artikel 204 des angefochtenen Gesetzes gegen Artikel 23 § 2 Nr. 1 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, abgeleitet.

Nach Darlegung der klagenden Parteien habe die Annahme des genannten Artikels 204 zur Folge, dass der Vermerk der Entscheidungen, durch die eine Person zu einer Arbeitsstrafe verurteilt worden sei, infolge der Abänderung der Formulierung von Artikel 595 des Strafprozessgesetzbuches erkennbar werde, was einen Verstoß gegen das Recht auf Arbeit und das Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit darstelle, die durch die in der Darlegung des Klagegrunds angeführten Bestimmungen garantiert würden. Ein solcher Vermerk habe zur Folge, dass die soziale Wiedereingliederung der zu einer Arbeitsstrafe verurteilten Personen sowohl hinsichtlich der Kenntnis dieser Verurteilungen bei den Verwaltungsbehörden als auch hinsichtlich ihres Vermerks in Auszügen aus dem Strafregister, die Privatpersonen ausgestellt würden, beeinträchtigt werde.

Angesichts der teilweisen Nichtigerklärung im zweiten Klagegrund und des in B.19 Erwähnten könnte der dritte Klagegrund nicht zu einer weiter reichenden Nichtigerklärung führen, so dass er nicht geprüft zu werden braucht.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 204 des Gesetzes vom 21. Dezember 2009 zur Reform des Assisenhofes für nichtig, außer insofern, als er sich auf den Bürgermeister bezieht, der das zentrale Strafregister einsehen muss, um eine Geschworenenliste zu erstellen.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 27. Juli 2011, durch den Richter J.-P. Moerman, in Vertretung des Richters J.-P. Snappe, der gesetzmäßig verhindert ist, der Verkündung des vorliegenden Urteils beizuwohnen.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,

J.-P. Moerman.